



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC -CPC – 2021 - 68

Arras, le **05 MARS 2021**

Commune de ARQUES

SYNDICAT MIXTE FLANDRE MORINIE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles **L.171-6** et **L.514-5** :

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements :

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) :

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) :

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019 mettant en demeure le Syndicat Mixte Flandre Morinie de respecter les dispositions de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2014 modifié :

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-10-19 du 24 août 2020 portant délégation de signature :

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 1er février 2021 :

Considérant que l'inspection de l'environnement a constaté le 26 novembre 2020 que l'exploitant a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mars 2019 susvisé ;

Considérant qu'il convient donc d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mars 2019 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais :

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mars 2019 susvisé, pris à l'encontre du Syndicat Mixte Flandre Morinie implanté ZAC de la porte multimodale de l'Aa, 365, Avenue Izaak NEWTON – 62510 ARQUES, exploitant un Centre de Valorisation Énergétique (C.V.E.) situé ZAC de la Porte Multimodale de l'Aa sur la commune de ARQUES sont abrogées.

Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de Saint-Omer et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur du Syndicat Mixte Flandre Morinie et dont une copie sera transmise à la mairie de Arques.



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Alain CASTANIER

Copies destinées à :

- Syndicat Mixte Flandre Morinie - ZAC de la porte multimodale de l'Aa, 365, Avenue Izaak NEWTON – 62510 ARQUES
- Sous-préfecture de Saint-Omer
- Mairie de Arques
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - UD Littoral
- Dossier
- Chrono